



Révoltés, pas résignés !

Grève et manifestation mardi 19 mars 2019 à 10 h 30 place de la République à Châteauroux

Par la situation sociale nationale depuis plusieurs semaines, les questions du pouvoir d'achat, de justice fiscale, d'accès aux services publics sont posées. Le gouvernement n'a pas pour autant mis un frein aux mauvais coups : Un projet de loi liberticide anti casseurs ; un projet « ma santé 2022 » qui éloigne encore plus l'accès aux soins de proximité ; un projet de loi de « transformation de la fonction publique » machine de casse des services publics et du statut général des fonctionnaires ; un projet de réforme des retraites par points avec lequel il faudra travailler jusqu'à 75 ans avec un niveau de pension insuffisant pour vivre....

Dans ce contexte les confédérations CGT, FO, FSU, Solidaires, les organisations étudiantes UNEF et UNL ont décidé d'appeler à une « puissante journée d'action par la grève et la manifestation » le mardi 19 mars 2019.

Lors de sa visite du 14 février, le Chef de l'Etat a voulu nous faire croire que les difficultés liées à nos vies dans le monde rural et particulièrement l'Indre l'intéressent.

Notre département est sûrement l'un de ceux qui souffrent le plus de cette politique libérale, poursuivant les injonctions de la Commission Européenne et de la classe capitaliste.

Partout, les luttes des salariés, des usagers, à

travers divers collectifs, le mouvement des gilets jaunes, ont vu le jour pour répondre aux attaques qui, depuis le début de l'année 2018, se sont concrétisées par les fermetures de : la trésorerie de Buzançais, la maternité du Blanc, les bureaux de poste des Grands-Champs et de Saint-Denis à Châteauroux, le centre exploitation des routes de Chabris.

D'autre part, les deux centres AFPA du département sont aujourd'hui fragilisés et pourraient être fermés dans les mois à venir au profit sans doute de centres de formation privés ; des dessertes ferroviaires en gare d'Argenton ont été supprimées ; le transfert de 3 machines du centre de tri postal de Déols vers Sorigny (37), le centre courrier d'Ardenes supprimé ; l'école du village de Sarzay va fermer...et la liste n'est malheureusement pas exhaustive.



On ne peut également pas passer sous silence les deux hypothèses d'orientation sur la bi-départementalité Indre et Cher avec comme projet : 1 DDT (Direction Départementale Territoriale) bi-départementale et 1 DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et Protection des Populations) ; bi-départementales réparties chacune sur un seul département Cher ou Indre serait-elle in fine l'annonce future de la fusion des deux départe-

ments ?

De plus, nombre d'entreprises licencient, déposent le bilan ou se trouvent en redressement judiciaire, d'autres organisent du chômage partiel. Il faut arrêter l'hémorragie ! Sans oublier tous les PSE dans les TPE qui passent sous silence médiatique. Et que dire des ruptures conventionnelles dont le nombre ne cesse d'augmenter.

Aujourd'hui, c'est donc 19 800 demandeurs d'emploi, une précarisation à tout va, notam-

ment pour les femmes. Les emplois intérimaires dans les entreprises et services, allant jusqu'à plus de 50 %, par exemple dans la chimie et la métallurgie, c'est inadmissible. Les conséquences de ces politiques en termes d'emplois depuis des années sont désastreuses. Elles conduisent à la précarisation de la population, des salaires de misère. Le département de l'Indre est classé au final en 88^{ème} place en termes de bas salaire, mais 11^{ème} en contribuables assujettis à l'ISF. Cherchez l'erreur !

Notre département ne peut pas vivre si on ne développe pas des industries et des services publics.

La CGT revendique, pour vivre et travailler dans l'Indre :

- Des augmentations de salaire pour tous avec un Smic à 1800 € et non pas une augmentation du smic par une entourloupe de prime d'activité que chacun s'auto finance et qui ne coûte rien au patronat ; avec répercussion sur l'ensemble de grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux et augmentation du point d'indice ;
- 32h hebdomadaires payées 35h ;
- La suppression de l'Impôt CSG ;
- L'âge légal de la retraite à 60 ans à taux plein ;
- La prise en charge des transports par les employeurs ;
- Une réelle volonté de réindustrialiser le département avec des emplois pérennes, à plein temps, qualifiants, permettant de répondre aux besoins de tous les jours ;
- Le retour et le maintien de tous nos services publics sur le département avec du personnel qualifié sous statut ;
- L'arrêt des délocalisations avec la complicité du patronat pour faire du dumping social ;
- Impulser une véritable politique de la recherche et de l'innovation.

La CGT appelle au rassemblement de tous celles et ceux qui veulent que ça change, aux salariés du public, du privé, aux retraités, aux privés d'emploi, aux étudiants, car c'est bien tous ensemble que nous pourrons gagner.

Le tous ensemble pour retrouver de la force, des solidarités, c'est maintenant qu'il faut le construire pour gagner sur nos revendications.

Tous ensemble, avec des piquets de grève dans chaque entreprise, convergeons en manifestant
mardi 19 mars 2019 à 10 h 30
place de la République à Châteauroux